

L'(ANTI)-TRAVAILLEUR COLLECTIF ET LA CRISE DE LA SOCIÉTÉ DU TRAVAIL

Liana Carleial
(Université Fédérale du Paraná/CNPQ, Brésil)

lianamfc@sociais.ufpr.br

O artigo propõe o conceito-imagem do anti-trabalhador coletivo como uma interpretação que organiza as diferentes representações do trabalho contemporâneo o qual se identifica tanto a nível de processos específicos de produção como no da produção em geral no capitalismo. Desse modo, o anti-trabalhador coletivo é a forma adequada ao mais intenso desenvolvimento do capital, notadamente sob a forma financeira. O artigo insere o anti-trabalhador coletivo na discussão da crise da sociedade do trabalho e sugere a necessidade de pensar conjuntamente os países desenvolvidos e subdesenvolvidos para melhor compreender o atual mundo do trabalho.

Le point de départ de cet article est l'affirmation de Marx dans les *Grundrisse* sur le rôle de la connaissance scientifique qui, avec la grande industrie, devient la force productive immédiate : "Dans cette mutation, ce n'est ni le travail immédiat effectué par l'homme lui-même, ni son temps de travail, mais l'appropriation de sa propre force productive générale, sa compréhension et sa domination de la nature par son existence en tant que corps social, en un mot le développement de **l'individu social**, qui apparaît comme le grand pilier fondamental de la production de la richesse» (Gr.II, p.193).

Nous nous trouvons, à notre avis, dans un moment du capitalisme où la science est déjà la force productive principale, mais cet individu social dont parle Marx est encore une potentialité. Ce que nous avons vraiment est la constitution de **l'(anti)-travailleur collectif** comme indicateur de la négation du travail vivant dans le procès de production et de la redéfinition de travail dans la société.

Le concept de travailleur collectif a été défini par Marx dans le chapitre sur la manufacture qui introduit la parcellisation des tâches et ses qualifications nécessaires qui concourent à produire une valeur d'usage. A chaque changement du procès de travail, il faut redéfinir le travailleur collectif ainsi que ses conditions de production et de reproduction.

Le stade actuel du capitalisme, dans lequel la connaissance devient la force productive principale, se caractérise par l'éclatement du procès de travail industriel traditionnel, aussi bien au plan spatial qu'au plan organisationnel. En effet, on assiste à la pratique généralisée de la coopération entre entreprises, dont les activités productives peuvent se localiser ou non dans des pays différents, pour concevoir et fabriquer un produit marchand.

Nous observons à présent la constitution d'un **(anti)-travailleur collectif** qui doit être considéré comme un tout formé de travailleurs liés à la science, de producteurs de connaissance, de travailleurs industriels (de moins en moins nombreux) de la grande et de la petite entreprise, d'une entreprise donneuse d'ordres et d'une entreprise de sous-traitance. Mais également formé de travailleurs de tous les pays, des pays développés et des pays sous-développés, des travailleurs du secteur tertiaire (de plus en plus nombreux), des travailleurs temporaires, occasionnels, à temps

partiel, à domicile et des chômeurs. En fait, on assiste à une hétérogénéité croissante du travail, des savoirs, des savoir-faire et de l'organisation du temps.

Mais si cet **anti-travailleur collectif** produit vraiment la richesse sociale aujourd'hui, qui est-il? Comment participe-t-il à la définition des règles de redistribution de cette richesse sociale ? Dans quelle mesure ce concept rend-il plus intelligible la réalité de nos jours ? Quel rapport pouvons-nous établir entre cet anti-travailleur et la crise de la société du travail ? L'objectif de cet article est d'essayer d'apporter des éléments de réponse à ces questions.

Pour y parvenir, cet article propose l'organisation suivante :

Dans une première partie, nous discuterons le concept de travailleur collectif au regard de la construction du *Capital*. Dans une seconde partie, nous proposerons le concept de l'anti-travailleur collectif pour organiser les différentes représentations du travail aujourd'hui. À notre avis, celui-ci est porteur d'une capacité explicative importante. Nous développerons ensuite les élaborations qui traitent de la crise de la société du travail par rapport à l'idée de l'anti-travailleur collectif. Enfin, nous présenterons quelques commentaires en guise de conclusion.

Le concept de travailleur collectif

Le concept de travailleur collectif apparaît dans le chapitre sur la manufacture chez Marx mais, en tant que tendance de la production capitaliste il était déjà présent à partir de la coopération. C'est donc un concept historiquement daté : "c'est le travailleur collectif formé par la combinaison d'un grand nombre d'ouvriers parcellaires qui constitue le mécanisme spécifique de la période manufacturière"¹.

La manufacture a inauguré une époque structurée sur la division du travail et sur l'outil qui constituait le prolongement de la main du travailleur. Cette organisation du travail permettait la parcellisation des tâches et le perfectionnement des outils. D'après Marx, c'est à cette époque que les hiérarchies des tâches et des salaires se sont installées.

Cette caractéristique a permis l'augmentation de la plus-value, mais cette augmentation a toujours été limitée en raison de la nature de l'outil. Quoi qu'il en soit, c'est à ce moment que l'on constate l'extension du salariat et le domaine du capital industriel. Il faut faire remarquer que cette période est celle de la préparation au passage de la subordination formelle (du travail au capital) à la subordination réelle. Le travailleur collectif est finalement un concept étroitement lié au processus de production, au progrès technique, à la division du travail et à la notion de travail productif chez Marx.

A chaque moment où le procès de travail s'est installé pour produire une valeur d'usage, le travailleur collectif devait être structuré. A chaque changement du procès de travail, il a fallu renouveler le travailleur collectif, c'est-à-dire que les travailleurs renouvellent aussi leurs connaissances et leur savoir-faire. Il est vrai que cette construction est une abstraction. Mais elle a été conçue par rapport à la réalité à un moment donné.

¹ MARX, K. "*Le Capital*"
Livre I, 2, Tome , p. 31

L'importance du travailleur collectif — sa structuration, la nécessité de sa stabilisation dans chaque entreprise — peut être attestée par plusieurs recherches, principalement après la deuxième guerre mondiale. Dona-Gimenez (1979 ; 263) a notamment soutenu l'hypothèse selon laquelle la définition du travailleur collectif pour le déroulement "normal" du procès de travail exigeait toujours une correspondance entre les pratiques de production et les pratiques de reproduction. A ce propos, l'exemple qui peut nous intéresser est celui très connu de Ford, à partir du "five dollars a day" jusqu'à l'exemple de l'exigence de coordination entre le travail et la vie privée.

Pour Dona-Gimenez (p. 266), "L'unité des pratiques de production et de reproduction permet d'avancer l'idée que la discipline d'usine au sens large ne recouvre pas seulement les conditions dans lesquelles s'effectue le travail mais aussi les conditions dans lesquelles doit s'effectuer la reproduction de la force de travail afin que les membres du travailleur collectif soient capables de recommencer le lendemain et les jours suivants".

Il ne faut cependant pas oublier que dans le mouvement réel du capitalisme, l'accès à plusieurs moyens de consommation et acquis sociaux a résulté des luttes concrètes qui ont produit des résultats divers dans les pays développés.

L'émergence de l'anti-travailleur collectif ²

A notre avis pourtant, le mouvement du capital lui-même est responsable de l'émergence de l'anti-travailleur collectif. L'introduction de machines et de systèmes de machines a bouleversé la nature du procès de travail. Ainsi, le processus d'éclatement du travailleur collectif s'est engagé³.

Tout d'abord, il faut rappeler que dans l'analyse marxiste, l'échange entre capital et travail serait un échange d'équivalents. Toutefois, dans son analyse qui privilégie le processus d'accumulation, cela n'est plus valable. On ne peut plus parler d'un échange équivalent. De même, la présence de la machine déplace le travail, de sa position antérieure dans la manufacture, quand il avait le domaine du procès de travail. En conséquence, "le procès de production a cessé d'être procès de travail"⁴.

Le fait le plus remarquable est que la négation du procès de travail a permis durant ce siècle la croissance considérable de la productivité qui devient la forme la plus appropriée au développement effectif du capital. On sait que la forme la plus appropriée est toujours la forme niée.

En effet, dans *Le Capital*, le pilier de la richesse est le temps de travail immédiat. Pour progresser vers une interprétation plus contemporaine, il convient de citer des passages des

² Dans cette partie, nous suivons de près l'interprétation développée par Texier (1993) d'un passage des *Grundrisse* en tant que noyau de la crise de travail.

³ Nous pensons qu'il est encore possible aujourd'hui de parler de travail collectif sous le capitalisme. Mais l'abstraction travailleur collectif perd de plus en plus sa force explicative.

⁴ *Grundrisse*, v. 2, p. 186

Grundrisse. Dans ce dernier ouvrage, Marx pense à un moment où la richesse est moins dépendante du temps de travail immédiat et de la quantité de travail utilisée.

Marx écrit qu'au moment de la grande industrie, c'est-à-dire le mode de production spécifiquement capitaliste, l'incorporation la plus intense de la science dans le procès de production a instauré une situation tout à fait nouvelle. En ce sens, Texier (1993; 142) affirme que "le travail immédiat - c'est-à-dire le travail vivant et le temps qu'il dure - n' a plus qu'une importance limitée comparativement aux effets productifs du travail scientifique et de sa mise en œuvre technologique. Telle est la grande transformation *qualitative* qu'il faut saisir dans toutes ses conséquences".

Du fait de ce bouleversement, "ce qui prend la place du travail immédiat comme principe déterminant de la production, c'est le travail général de la connaissance scientifique"⁵, qui est aussi un produit historique⁶.

Au niveau du capital particulier, cependant, même si le temps du travail n'est plus la mesure appropriée, le temps demeure fondamental, ainsi que son contrôle et son économie, dans les procès de production et ailleurs...

Mais quelle est la place accordée au travail immédiat selon Marx ? Le travail de l'ouvrier est réduit "à une simple abstraction"⁷. La tendance imposée par la concurrence au niveau des capitaux particuliers nous montre aujourd'hui des procès de production automatisés, informatisés, scientifiés⁸. Le travail immédiat se trouve donc réduit à une pure abstraction⁹. Mais si la science (plus précisément, la machine, le travail mort) déplace le travail immédiat du procès de production, elle l'installe en plusieurs endroits, en même temps qu'elle exige l'émergence de nouvelles activités.

Pour récapituler ce qui précède, la discussion développée jusqu'ici propose que le développement du capital et la contrainte de valorisation engendrent une nouvelle force productive, la science, qui à son tour nie le travail immédiat.

Nous soutenons ici l'idée que l'anti-travailleur collectif, qui a commencé à être géré dès la présence de la machine dans le procès de production, est devenu aussi la forme la plus adéquate au développement du capital. Mais qui est l'anti-travailleur collectif ? Comment a-t-il été formé ?

Marx insiste dans la Préface du *Capital* sur le fait que le capitalisme repose toujours sur deux piliers : l'argent et le travail. Dans son développement, il s'appuie cependant de plus en plus sur

⁵ Texier, *op. cit.* p. 144.

⁶ Plus précisément : "Le travail vivant productif de richesse matérielle est donc conservé sous la forme nouvelle du travail de surveillance socialement combiné. Par contre, ce qui est radicalement supprimé, c'est le caractère décisif du travail vivant dans la production de la richesse matérielle" (Texier, *op. cit.* p. 144)

⁷ *Grundrisse*, v. 2, p. 187.

⁸ Au niveau propre du procès du travail, une importante production académique cherche à élucider les changements technologiques et organisationnels par rapport au fordisme par exemple.

⁹ Cette période du capitalisme a reçu plusieurs dénominations, telles que : "économie post-industrielle", "économie des services", toyotisme, post-fordisme.

l'argent et semble nier le travail. On sait que c'est exactement ce que nous vivons maintenant. Apparemment, le capital produit de l'argent avec de l'argent sans passer par le travail...

Le passage des *Grundrisse* mentionné ci-dessous met en évidence la plus forte négation du travail dans le capitalisme. Ce changement affecte de façon radicale la réalité du monde de travail : il mêle les notions de travail productif et improductif, il réduit la nécessité du travail dans le procès de production industrielle, il crée plusieurs postes de travail liés à l'activité scientifique dans et hors du procès de production, il multiplie les formes du travail autonome¹⁰. En fait, cette négation de travail est une redistribution des différentes façons de "travailler" dans la société.

Nous pouvons argumenter que le capital recourt clairement à la technologie et à la science comme intermédiaires nécessaires à sa propre valorisation, sous la forme de l'argent. Au capital financier mondialisé, qui représente le développement le plus intense de la monnaie, correspond l'anti-travailleur collectif, c'est-à-dire le travail nié, dévalorisé.

Au travailleur collectif défini par Marx, s'est aujourd'hui substitué l'anti-travailleur collectif¹¹. Nous proposons que ce dernier puisse organiser les différentes représentations du travail d'aujourd'hui¹². Ces représentations actuelles du travail font référence à une réalité complexe, mais qui a une unité: la perte apparente de centralité du travail et son hétérogénéité.

En premier lieu, l'anti-travailleur collectif peut être considéré de manière plus restreinte, individuelle, du point de vue du procès du travail, lui-même¹³. Tout d'abord, la présence de la science dans le procès du travail industriel et ailleurs est visible grâce aux changements technologiques (surtout en microélectronique), organisationnels et de gestion de la force de travail.

L'ensemble des résultats empiriques qui sont disponibles indiquent que, de plus en plus, dans le procès de travail, les nouvelles règles de contrôle et les exigences de management exercent leur pouvoir de façon individuelle sur le travailleur, en demandant plus de responsabilité, de compétence et de performance, même si on observe parallèlement la présence de pratiques

¹⁰ Le débat sur la question du travail productif et improductif est vaste mais nous utilisons ici tout simplement la proposition marxiste qui considère le travail productif comme celui qui produit la plus-value, indépendamment de son mode matériel ou immatériel qui a été proposé dans "*Chapitre VI, Inédit*".

¹¹ L'anti-travailleur collectif remplace, au niveau du réel, l'idée de l'individu social dont parle Marx. Selon Marx, dans les *Grundrisse*, la science devient la force productive: "ce n'est ni le travail immédiat effectué par l'homme lui-même, ni son temps de travail, mais l'appropriation de sa propre force productive générale, sa compréhension et sa domination de la nature par son existence en tant que corps social, en un mot le développement de **l'individu social**, qui apparaît comme le grand pilier fondamental de la production de la richesse» (Gr. II, p. 193).

Mais qui est l'individu social ? A notre avis, il est encore une potentialité. Il doit correspondre à un autre rapport de production. Il a besoin d'une formation sociale supérieure. Nous nous trouvons en présence de l'anti-travailleur qui est une construction tout à fait fidèle au rapport de production capital-travail et qui a été produit clairement par la loi de valorisation.

¹² Nous sommes consciente des difficultés soulevées par ce concept mais nous croyons en sa capacité explicative. En réalité, nous pensons qu'une réflexion plus approfondie de ses composants et de sa puissance est indispensable. Notre motivation nous semble très proche de celle de savoir quelles sont les classes sociales de nos jours et comment elles se définissent.

¹³ Je remercie Danièle Linhart de m'avoir demandé un plus large développement sur ce point.

coopératives (Linhart, D. et Linhart, R. ; 1998). Chaque travailleur est de plus en plus responsable de son travail, et sa performance et sa compétence peuvent être reconnues de façon individuelle, soumises à des règles de gestion de la compétence et à des stratégies salariales individuelles.

En second lieu, la constitution de l'anti-travailleur collectif peut être considérée d'une manière plus large, dans le monde de la production capitaliste, enfin dans la société. Dans ce cas, l'anti-travailleur collectif est hétérogène, diversifié et mondialisé¹⁴.

Par hétérogène, nous entendons qu'au même travail peuvent correspondre des salaires, des journées et des qualifications différents. Simultanément, le même produit peut être fabriqué en procès de travail inégal. Le constat de cette possibilité nous montre une coupure avec les hiérarchies des tâches et des salaires, qui étaient compatibles avec le travailleur collectif conçu au moment de la manufacture.

De plus, la difficulté croissante de mesurer le temps de travail dans le procès de travail informatisé ainsi que dans la production d'un produit dont un composant est fabriqué sous le régime de la sous-traitance met en évidence l'émergence de l'anti-travailleur collectif.

Par diversifié, nous entendons qu'il existe plusieurs rapports de travail au-delà du rapport salarial classique et que le travail immatériel progresse parallèlement au travail matériel. Ici, de la même façon, nous sommes dans un moment du capitalisme où, parallèlement au salariat, augmente aussi le travail autonome, indépendant, etc.

Nous entendons le trait mondialisé de deux manières. La première est la plus visible : une marchandise peut être produite par des travailleurs de plusieurs lieux et plusieurs pays en raison de la pratique de la sous-traitance, de la nouvelle carte mondiale de la grande entreprise multinationale et des changements du rapport assembleur-fournisseur à l'échelle mondiale également¹⁵. En même temps, ces caractéristiques sont parfois plus visibles étant donné que certains travaux demeurent inchangés¹⁶.

Cependant, un deuxième aspect mérite d'être étudié. La position de la science en tant que force productive a posé un problème très important au niveau de la division internationale du travail. Actuellement, la force productive est plus que jamais distribuée de façon inégale. Les pays qui sont proches de la frontière technologique, soit comme générateurs de la connaissance soit comme diffuseurs, jouent un rôle particulier par rapport aux pays sous-développés, qui sont éloignés de cette frontière. A notre avis, la science en tant que force productive a fixé une certaine "dotation" de technologie pour chaque pays ou encore l'a "gelée".

¹⁴ La mondialisation de l'économie est un sujet d'études très polémique. Nous utilisons ici la construction "produit mondialisé" pour souligner plutôt la tendance de différenciation parmi les pays, laquelle est déjà visible. Pour une analyse plus approfondie, voir Chesnais (1996), Veltz (1996) et Zarifian (1998).

¹⁵ L'industrie automobile est un excellent exemple. Voir à ce propos Pries (1998) et Humphrey et Salerno (1998).

¹⁶ Le rapport entre mondialisation et procès de production du point de vue théorique est encore rare. Voir notamment Lautier (1998).

Le bilan réalisé par plusieurs auteurs, principalement, ceux de la pensée néoschumpetterienne, insiste sur l'aspect de plus en plus concentré de la technologie. Seule une position très active qui intègre la politique scientifique, technologique et industrielle dans chaque pays et un important engagement de l'Etat peut modifier cette tendance .

En fin de compte, l'anti-travailleur collectif peut fabriquer un produit mondialisé qui est un indice de plusieurs régulations. Sa production dépend des travailleurs qui ont été soumis aux hiérarchies, salaires et journées différentes et qui font finalement partie des marchés du travail régulés de façon tout à fait inégale. Toutefois, le produit lui-même ne le montre pas.

On retrouve cette évidence dans le cas d'une entreprise multinationale possédant une succursale dans un pays sous-développé. Le travailleur de l'entreprise succursale est très proche de toutes les informations disponibles dans l'entreprise-mère et de ses travailleurs. Peut-être sont-ils reliés par Internet, utilisent-ils le même logiciel, lisent-ils le même rapport, mais ils restent toujours éloignés l'un de l'autre de point de vue de leurs conditions de vie et de leur reproduction.

Alors que le capital financier traverse virtuellement toutes les frontières en recherchant les meilleurs rendements, le travail produit les mêmes marchandises en plusieurs points du globe, mais il n'a pas la même possibilité de bouger et il est régulé par les règles spécifiques à chaque pays. C'est donc la négation complète du travailleur collectif, défini dans le chapitre de la manufacture.

En fait, si l'on considère les principaux marchés de produits, financiers et du travail, nous constatons aisément que le mouvement de mondialisation/globalisation est plus clair, plus visible dans les deux premiers. La crise asiatique suivie de la crise russe et de celle de l'Amérique latine sont des exemples de la forte interdépendance et des différents degrés de vulnérabilité des pays.

Toutefois, dans le marché du travail, le même phénomène ne se vérifie pas. Il est évident jusqu'à présent que les difficultés du marché du travail et, de façon générale, les problèmes sociaux doivent être résolus dans chaque pays. Le cas de la communauté européenne en est un bon exemple. La construction européenne ne semble pas considérer globalement les clauses sociales. M. Otmar Issin, membre du directoire de la Bundesbank, déclare : "avec Maastricht, nous avons créé une asymétrie : la politique monétaire devient supranationale tandis que la politique reste au niveau des États nationaux dans leur configuration actuelle. Cette situation inédite demandera des réponses flexibles. Je ne crois pas, par exemple, que nous ayons besoin d'un ministre du Travail européen ¹⁷".

Chacun est prisonnier de son histoire passée, et donc du développement de ses forces productives : les travailleurs du monde développé ont derrière eux l'État social qu'ils ont été capables de construire dans la période des "Trente glorieuses".

Les travailleurs du monde sous-développé se situent à plusieurs niveaux. Certains ont connu une industrialisation tardive, d'autres n'ont pas encore eu de place.

Pour toutes ces raisons, l'anti-travailleur collectif tend à rester silencieux, muet, fragilisé.

¹⁷ Entretien avec le journal *Le Monde* du 22 novembre 1997.

Il n'a pas de visibilité. Il est totalement voilé par sa propre négation qu'il convient de dissiper.

Avant de clore cette partie, il faut insister sur la présence d'un anti-travailleur collectif qui est traversé par différentes régulations, soit de politique économique en général soit de régulation spécifique du marché du travail. Enfin, l'anti-travailleur collectif dépasse les espaces nationaux au niveau de la production mais non sa reproduction, qui reste prisonnière des règles particulières de chaque pays.

L'anti-travailleur collectif et la crise de la société du travail

La section qui précède visait à mettre en évidence le changement essentiel qui a touché l'économie capitaliste après l'arrivée de la science comme force productive remplaçant le travail vivant. En fait, la réalité est devenue plus difficile à comprendre parce qu'elle est de plus en plus cachée.

Le capitalisme s'est beaucoup transformé, notamment pendant la période qui a suivi la crise des années soixante-dix. Simultanément à l'arrivée définitive de la science comme force productive, les sociétés ont connu un très fort ajustement pour surmonter la chute de rentabilité et de productivité. L'accord qui a permis de la surpasser a exigé une nouvelle forme d'organisation de l'entreprise dont le caractère fondamental était le comportement innovateur, technique, organisationnel ou technologique. La pression de la concurrence et l'exigence des consommateurs, dans un monde globalisé, ont imposé de nouvelles règles. Les mots d'ordre étaient la compétitivité et la flexibilité.

La grande entreprise en tant que tendance dominante a été remplacée par un modèle plus souple, une firme réseau¹⁸. De la sous-traitance classique (Altherson, 1997) au co-développement (Laigle, 1997), il existe plusieurs manières de diviser le travail entre les entreprises dans un même lieu, dans un même pays ou une même région, ou encore au niveau mondial.

Les stratégies d'ajustement structurel qui ont été mises en œuvre par des pays développés sous l'inspiration néo-libérale et coordonnées par la "pensée unique" ont poursuivi l'élimination des barrières douanières, la réduction du rôle de l'État, la déréglementation des marchés financiers et du travail ainsi que la réduction de l'inflation.

Parallèlement, nous avons assisté à une nouvelle logique d'expansion des firmes multinationales, qui semblent avoir acquis davantage de pouvoir sur le territoire et les politiques économiques nationales qu'auparavant. D'une certaine façon, ces phénomènes renforcent ce que l'on appelle la mondialisation, qui, à son tour, se développe par la régionalisation à travers la création de marchés régionaux, tels que l'Union Européenne et le Mercosur.

Il en résulte une forte interdépendance parmi les pays, mais en même temps un ensemble d'États nationaux plus faibles dont le pouvoir semble avoir été partagé avec les organismes mondiaux (FMI, Banque Mondiale, etc.) et les grandes firmes multinationales.

¹⁸ Pour une analyse complète, voir Coriat (1993).

Ce nouvel encadrement du capitalisme mondial a également construit un nouveau monde du travail. A la place d'un travail (en général) homogène, régulier et continu, nous avons aujourd'hui un travail hétérogène, irrégulier et intermittent. Ses manifestations concrètes sont la réduction du nombre de salariés (principalement dans les pays développés) et de travailleurs à temps complet disposant d'un contrat de travail à durée indéterminée, le nombre croissant de travailleurs autonomes, à temps partiel, temporaires, de sous-employés, de chômeurs, l'amplification du décalage du rapport hommes/femmes sur le marché du travail¹⁹, et de travailleurs du monde développé et sous-développé, enfin, la précarité²⁰.

Le capital et le travail sont devenus, chacun à son tour, des unités de plus en plus problématiques²¹. Le capital, malgré sa multiplicité, est reconnu par son unité dans sa lutte pour la valorisation. Le travail est lui aussi traversé par de multiples revenus techniques, revenus provenant du travail scientifique, des salaires différenciés, etc. Il en résulte une réalité capitaliste de plus en plus cachée... Mais cette réalité rapidement décrite a été analysée du point de vue d'une "crise de la société du travail".

Que faire quand le temps de travail immédiat ne permet plus de mesurer le travail ni le travail de mesurer de la richesse ? Telle est la question centrale. L'interprétation des analyses de Marx dans les *Grundrisse* réalisée par Texier (1993) l'a conduit à écrire : "La description de ce mode de production scientifique dont l'affirmation entraîne la "suppression" du travail vivant dans la production de la richesse est d'une actualité évidente. L'issue proposée par Marx également : c'est la réduction massive du temps de travail sans diminution de la demande solvable".

Les auteurs qui travaillent sur la crise de la société du travail ont interprété les analyses du *Grundrisse* d'une manière qui leur est propre. En général, la solution la plus indiquée est qu'il faut garantir un revenu de base suffisant, minimum.

La plupart des auteurs qui partagent cette vision prennent pour point de départ l'impossibilité de maintenir le travail comme lien fondamental. Offe (1989) considère que le remplacement du travail par la question de l'emploi dans l'analyse sociologique est le début de la désarticulation de cette catégorie et de sa position centrale dans les sociétés capitalistes. Selon Gorz (1988), c'est la vie, et non le travail, qui doit être rémunérée.

Le travail est remis en cause en tant que lien social (Gorz, 1998 et 1997 ; Méda, 1996) et il faut lui ôter sa valeur. Rifkin (1995) dénonce la fin du travail et défend la création d'un troisième secteur. Aznar (1992) propose pour la même raison un deuxième chèque. Nous avons ici la matrice la plus importante de cette discussion, qui est, de ce fait, extrêmement incitative²². En

¹⁹ Pour une analyse plus approfondie voir : Hirata (1998)

²⁰ Il faut toutefois ajouter que la réduction du nombre de salariés n'est pas tout à fait sûre. Castel (1998) a montré que, dans le cas français, "le travail salarié, continue à occuper la place centrale dans la structure sociale. La proportion des salariés dans la population active est exactement la même (86%) qu'au milieu des années 70. Mieux: en 1998, il y avait dans le secteur privé 155.000 salariés de plus qu'en 1997, soit une augmentation de 1,2% en un an... Curieuse "fin du salariat! "

²¹ Zarifian (1998) défend l'argument selon lequel seule la classe capitaliste est en lutte permanente. Pour lui, cette classe mène la lutte "comme classe sociale au sens précis du terme, c'est-à-dire comme groupe humain qui se sépare et s'oppose au reste de la société en raison de son action même" (p.225). Mais, par contre, "il n'existe plus d'autre classe" (p. 226). On reviendra sur ce point.

²² Pour une analyse plus complète de cette idée, voir Carleial (1994 et 1997).

réalité, à notre avis, chacun propose à son tour une société au-delà du capitalisme. Comme si l'individu social était déjà là !

En ce sens, nous voulons étayer les élaborations indiquées ci-dessus pour quatre motifs :

(1) Tout d'abord, à notre avis, l'hypothèse la plus importante qui a permis le développement de leurs propositions est que la raison principale des modifications sur les marchés du travail découlerait majoritairement de la composante technologique, dans ce cas, la révolution micro-électronique; (2) ensuite, pour ne pas incorporer les mouvements des marchés du travail dans le monde sous-développé ; (3) puis pour défendre la disparition du travail sans se rendre compte de la constitution d'un **(anti)-travailleur collectif** et, enfin, (4) pour minimiser dans l'ensemble de leur analyse l'action de la politique économique et les restrictions macro-économiques vécues par chaque pays.

Ce premier point, celui des innovations technologiques en cours dans le capitalisme contemporain comme source centrale de transformations du monde du travail, révèle la croyance au caractère inévitable, mais naturel, de ces changements étant donné qu'ils découlent du développement des forces productives. Gorz (1988) par exemple, analyse ce moment avec un certain optimisme. Il faut tirer profit de son contenu émancipateur.

Selon nous, cette façon de considérer que le véritable enjeu est celui du rapport entre technologie et travail a réduit l'importance du rapport argent/travail, c'est-à-dire la domination du capital. Comme si l'individu social était déjà là...²³ à portée de main. Mais si le travail n'est plus le lien central de la société autour duquel elle s'organise, qu'est-ce qui va le remplacer ? Quels sont les chemins qui conduisent à cette nouvelle société de l'individu social ? Ces questions sont encore sans réponses...

En second lieu, s'il y a une crise du travail dans les pays centraux, qu'arrive-t-il sur les marchés du travail des pays sous-développés ? Dans quelle mesure cette information peut-elle nous amener à comprendre le monde du travail contemporain ?

Dans les deux dernières parties de cet article, nous avons développé le concept de l'anti-travailleur collectif en proposant que celui-ci représente la négation du travail vivant dans le capitalisme lui-même et corresponde au développement le plus intense du capital sous la forme de l'argent. La technique et la science en sont uniquement les moyens de valorisation.

Ce travail vivant en constante diminution est remplacé par le travail mort et par des façons de travailler les plus différentes. Le travail n'est pas en train de disparaître, il est seulement redéfini. S'il n'en était pas ainsi, comment parlerait-on de capital ?

L'anti-travailleur collectif est aussi mondialisé. Pouvons-nous oublier ce qui se passe dans les pays sous-développés ? Il faut ajouter ici que les formes les plus fragiles de travail (travail autonome, à temps partiel, sous-emploi, chômage), qui semblent nouvelles dans les pays

²³ Selon Marx, "une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir". Comme l'écrit Motamed-Nejad (1997; 19) "il y a seulement transition à partir du moment où se produit l'effondrement, et la disparition de la formation prévalant".

développés, ont toujours existé dans les pays sous-développés. Pouvons-nous oublier que ces derniers n'ont pas de systèmes de sécurité sociale et qu'ils se précarisent de façon aiguë ?

Il nous semble que l'anti-travailleur collectif, construction contemporaine qui a été oubliée par cet ensemble d'études, peut encore nous montrer que la politique économique est toujours importante pour maîtriser la croissance économique, privilégier l'emploi, maintenir la demande solvable et contrôler la flexibilité du travail, par exemple. Mais cela est totalement marginalisé dans la discussion de la crise de la société du travail.

Il faut considérer que dans le rapport des pays développés vis-à-vis des pays sous-développés, les politiques d'ajustement structurel (PAC) dans ces derniers ont généralement empêché le développement de politiques spécifiques favorisant la croissance et l'emploi.

Finalement, nous défendons l'idée qu'à l'heure actuelle, malgré les profondes différences structurelles qui traversent les marchés du travail, il existe diverses possibilités pour qu'un pays apprenne grâce à un autre dans le domaine des pratiques de politique économique. Toutefois, l'analyse conjointe des différentes formes de travail finit par refléter à son tour la profonde hétérogénéité productive qui règne dans l'économie capitaliste contemporaine.

En guise de conclusion

Le changement du monde du travail nous amène à rechercher des tendances nouvelles et à comprendre exactement ce que nous vivons. Dans ce parcours, étant donné que la réalité n'est pas encore définie, nous avons peut-être tendance à accorder beaucoup d'importance à certains aspects de la réalité, et moins d'importance à d'autres.

Au cours de cet article, nous avons cherché à défendre la puissance de l'anti-travailleur collectif en tant qu'indicateur de la redéfinition et de la redistribution du travail encore sous le capital.

Selon nous, l'introduction du concept-image de l'anti-travailleur collectif permet de mieux comprendre que :

- i. le travail demeure central: il n'est pas nié complètement mais redistribué encore dans la société du travail ;
- ii. pour analyser ce qui se produit dans le monde du travail, il n'est pas possible de prendre seulement en compte les pays développés ;
- iii. la domination du capital sous la forme de l'argent et de l'impact sur le monde de travail est encore l'enjeu central ;
- iv. il est urgent de privilégier la politique économique vers la croissance et l'emploi ;
- v. il est important de "refaire" les diverses modes de participation à la vie politique ;
- vi. et le processus d'individualisation des travailleurs s'effectue au niveau du procès de production contemporain.

De plus, ce concept peut montrer que le processus de subordination du travail au capital est encore en cours. Nous voulons insister sur le caractère incomplet et insatisfaisant de la discussion de la crise de la société du travail lorsqu'elle marginalise ce que se passe hors des pays

développés et qu'elle propose la fin du travail sans prendre en compte sa redistribution dans la société.

Il en résulte que toute discussion qui porte sur l'avenir du capitalisme et sur l'avenir du travail accorde peu d'attention au présent, ce qui entraîne des conséquences négatives.

De ce fait, la discussion qui suppose la fin du travail fragilise fortement les rapports de force entre capital et travail et, par conséquent, réduit l'intérêt à la politique économique qui peut favoriser la croissance et l'emploi dans chaque pays ainsi qu'entre les pays de différents niveaux de développement. Par ailleurs, c'est tout à fait compatible avec le discours politique qui parle d'un gouvernement fort pour réaliser l'ajustement structurel afin de développer la rentabilité privée, mais qui peut se révéler incapable de contrôler la flexibilité du travail et des travailleurs.

Récemment, Castel (1998) a consacré une étude à "la fin du travail, un mythe démobilisateur". A ce propos, il écrit : " Mais il faut récuser cette opposition de l'avenir et du passé, de l'utopie libératrice et de la fixation sur des contraintes périmées et comprendre qu'il existe deux types d'utopies. Certaines utopies, comme celle de la fin du travail, se réfugient dans l'avenir parce qu'elles n'attendent plus rien du présent. L'utopie risque alors d'être "le soleil d'un monde sans soleil" qui laisse le monde en l'état".

Il poursuit : "Pourtant, le présent est notre seul point d'appui parce qu'il offre seule prise à l'action". Nous partageons pleinement cette idée.

Références:

- Altherson, C. (1997) *La sous-traitance à l'aube du XXI^e siècle*. Paris, L'Harmattan
- Aznar, G.(1992) *Travailler moins pour travailler tous*. Paris, Syros.
- Bidet, J. et Texier, J. (1995) *La Crise du Travail*. Paris, PUF, Actuel Marx (Confrontation)
- Carleial, L.(1994) "Racionalidade e Trabalho:uma crítica a André Gorz", *São Paulo em Perspectiva*, vol. 8 no.1. pp. 64-74
- Carleial, L.(1997) "Trabalho em Tempos de Novas Tecnologias: velhos e novos desafios" *Proposta*, ano 26, no.72. pp.14-22
- Castel, Robert (1996) *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*. Paris, Fayard
- Castel, Robert (1998) "La fin du travail, un mythe démobilisateur", Paris, *Le Monde diplomatique* Septembre, pp. 24 et 25.
- Chesnays, F. *La mondialisation financière*, Paris, Syros.
- Coriat, B.(1993) "Les métamorphoses de la division du travail dans la crise contemporaine: l'implication et ses modèles", in Bidet, J. et Texier, J. (eds) *La crise du travail*, Paris, PUF, pp. 51-70
- Dona-Gimenez, Annie (1979) *Travailleur collectif, Autonomie ouvrière et crise du procès de Travail*, Thèse de doctorat. Faculté des Sciences sociales de Grenoble, France
- Gorz, A. (1988) *Métamorphoses du travail. Quête du sens*. Critique de la raison économique. Paris, Galilée.
- Gorz, A. (1997) *Misères du présent. Richesse du possible*. Paris, Galilée.
- Habermas, J. (1990) «La crise de l'État-providence» *Écrits politiques*. Culture, droit, histoire, Cerf, pp.105-121

- Hirata, H. (1998) "Restructuration industrielle et division sexuelle du travail: une perspective comparative" *Tiers Monde*, no.154
- Hirst, P. and Thompson. G. (1996) *Globalisation in question : The international economy and the possibilities of governance*. Cambridge, U.K. Polity Press.
- Humphrey, J. et Salerno, M.(1998) "Globalization ans Assembler-Supplier Relations : Brazil and India" Actes de la Sixième rencontre internationale du GERPISA, Paris, juin, pp. 25-48
- Laigle, L. (1996) "La coopération inter-firmes, approches théoriques et application au cas des relations constructeurs-fournisseurs dans l'industrie automobile" Paris, Latts/Enpc, decembre (thesis).
- Lautier, B. (1998) "Mondialisation et procès de travail: plaidoyer pour une pensée de la diversité" *Tiers Monde*, no.154.
- Lefebvre, J. P (ed.) (1980) *Manuscrits de 1857-1858. Grundrisse*. Paris, Editions Sociales.
- Le Monde*, Paris, 22 novembre 1997
- Linhart, D. et Linhart, R.(1998) "L'évolution de l'organisation du travail" in Kergoat, J. et alii(eds) *Le monde du travail*. Paris, Editions La Découverte, pp.301-309.
- Marx,K.(1974) *O Capital*. Livro 1. São Paulo. Ed. Ciências Humanas.
- Marx, K.(1976) *Fondements de la critique de l'économie politique*. Paris, Ed. Anthropos.
- Marx, K. () Chapitre VI, Inédit
- Méda. D.(1995) *Le travail. Une valeur en voie de disparation*. Paris, Alto Aubier.
- Méda, D. et Schor, J. (1997) *Travail. Une révolution à venir*. Paris, Mille et une nuits.
- Motamed-Nejad, R.(1997) "Capitalisme et transitions économiques chez Karl Marx : acquis méthodologiques et problèmes théoriques", Paris, Journées d'études organisées par le CAESAR et Actuel Marx, 27/28 novembre (Mimeo).
- Offe, C. (1986) "Le travail comme catégorie de la sociologie", *Les temps modernes*, no.466; pp.2058-2095.
- Pries, L. (1998) "The dialectics of Automobile Assemblers and Suppliers, Restructuring and Globalization. The German "big three" in Brazil, Mexico and the USA and the case of the Volkswagen plant in Puebla, Mexico" Actes de la Sixième rencontre internationale du GERPISA, Paris, juin pp.49- 58
- Rifkin, J. (1995) *O Fim dos Empregos*. São Paulo, Makron Books.
- Texier, Jacques (1993) " La supression du travail immédiat comme facteur décisif de la production dans les Grundrisse de K. Marx" *Actuel Marx*, no.14, 2^o.semestre, pp.135-161
- Touraine, A.(1997) *Pourrons-nous vivre ensemble? Egaux et différents*. Paris, Fayard
- Veltz, P. (1996) *Mondialisation, villes et territoires*. Paris, PUF
- Zarifian, P. (1997) *Éloge de La civilité. Critique du citoyen moderne*. Paris, L'Harmattan
- Zarifian, P. (1998) "Vers un peuple-monde?" *Cahiers du Gedisst*, no.21 (Les paradoxes de la mondialisation) pp. 149-164.